

ANNEXE 2

**RÉSOLUTION MEPC.162(56)
adoptée le 13 juillet 2007****DIRECTIVES SUR L'ÉVALUATION DES RISQUES DANS LE CADRE
DE LA RÈGLE A-4 (G7) DE LA CONVENTION BWM**

LE COMITÉ DE LA PROTECTION DU MILIEU MARIN,

RAPPELANT l'article 38 a) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, qui a trait aux fonctions conférées au Comité de la protection du milieu marin aux termes des conventions internationales visant à prévenir et combattre la pollution des mers,

RAPPELANT AUSSI que la Conférence internationale sur la gestion des eaux de ballast des navires qui s'est tenue en février 2004 a adopté la Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (Convention sur la gestion des eaux de ballast), ainsi que quatre résolutions de la Conférence,

NOTANT qu'aux termes de la règle A-2 de la Convention sur la gestion des eaux de ballast, le rejet des eaux de ballast ne doit être effectué qu'au moyen de la gestion des eaux de ballast conformément aux dispositions de l'Annexe de la Convention,

NOTANT EN OUTRE que la règle A-4 de la Convention stipule qu'outre les exemptions prévues dans d'autres dispositions de la Convention une ou des Parties peuvent, dans les eaux relevant de leur juridiction, accorder des dispenses de toute obligation d'appliquer la règle B-3 ou C-1, mais uniquement lorsque ces dispenses sont accordées, entre autres, conformément aux Directives sur l'évaluation des risques élaborées par l'Organisation,

NOTANT ÉGALEMENT que, par la résolution 1, la Conférence internationale sur la gestion des eaux de ballast des navires a invité l'Organisation à élaborer de toute urgence des directives pour l'application uniforme de la Convention,

AYANT EXAMINÉ, à sa cinquante-sixième session, le projet de directives sur l'évaluation des risques dans le cadre de la règle A-4 (G7) de la Convention BWM élaboré par le Groupe de travail sur les eaux de ballast, ainsi que la recommandation formulée par le Sous-comité des liquides et gaz en vrac à sa onzième session,

1. ADOPTE les Directives sur l'évaluation des risques dans le cadre de la règle A-4 (G7) de la Convention BWM, dont le texte figure en annexe à la présente résolution;
2. INVITE les gouvernements à appliquer les présentes Directives dans les meilleurs délais ou lorsque la Convention deviendra applicable à leur égard; et
3. DÉCIDE de maintenir les présentes Directives à l'étude.

ANNEXE

DIRECTIVES SUR L'ÉVALUATION DES RISQUES DANS LE CADRE DE LA RÈGLE A-4 (G7) DE LA CONVENTION BWM

1 OBJET

1.1 Les présentes Directives visent à aider les Parties à s'assurer que les dispositions de la règle A-4 de la Convention sont appliquées de manière uniforme et reposent sur une évaluation des risques scientifiquement robuste, ce qui garantit que les obligations générales et particulières des Parties à la Convention sont respectées.

1.2 Elles ont aussi pour objet de donner aux États affectés l'assurance que les dispenses accordées par les Parties satisfont aux obligations énoncées au paragraphe 3 de la règle A-4.

1.3 Les Directives décrivent deux méthodes d'évaluation des risques qui permettront aux Parties de déterminer les scénarios à haut risque, qui sont inacceptables et les scénarios à faible risque, qui sont acceptables, et donnent des conseils à ces mêmes Parties sur les procédures à suivre pour accorder et retirer une dispense conformément à la règle A-4.

2 INTRODUCTION

2.1 La règle A-4 de la Convention stipule qu'une Partie ou des Parties peuvent, dans les eaux relevant de leur juridiction, accorder des dispenses de toute obligation d'appliquer les règles B-3 ou C-1, outre les exemptions qui sont prévues dans d'autres dispositions de la Convention, mais uniquement lorsque ces dispenses sont :

- .1 accordées à un ou plusieurs navires effectuant une ou plusieurs traversées entre des ports ou lieux spécifiés; ou à un navire exploité exclusivement entre des ports ou lieux spécifiés;
- .2 valables pour une période ne dépassant pas cinq ans, sous réserve d'un examen dans l'intervalle;
- .3 accordées à des navires qui ne mélangent pas d'eaux de ballast et de sédiments autres que ceux provenant des ports ou lieux spécifiés au paragraphe 2.1.1; et
- .4 accordées conformément aux Directives élaborées par l'Organisation.

2.2 On trouvera dans les présentes Directives des conseils et des renseignements concernant les principes et méthodes d'évaluation des risques, les données nécessaires, des informations sur l'application des méthodes d'évaluation des risques, les procédures à suivre pour accorder des dispenses, les processus de consultation et de communication, des indications sur la façon d'examiner les dispenses et des conseils en matière d'assistance technique ainsi qu'en matière de coopération, y compris au niveau régional.

2.3 Les présentes Directives donnent également des conseils sur les rôles respectifs de l'Organisation, de l'industrie maritime, des États du port et d'autres États susceptibles d'être affectés par l'octroi d'une dispense conformément à la règle A-4 de la Convention.

2.4 Le processus d'octroi par les Parties d'exemptions en vertu de la règle A-4 de la Convention repose sur une évaluation des risques scientifiquement robuste. Cette évaluation doit être suffisamment robuste pour permettre de faire la différence entre des scénarios à haut risque, qui sont inacceptables, et des scénarios acceptables, comportant des risques faibles, dans lesquels le fait que le rejet des eaux de ballast ne satisfait pas aux règles B-3 et C-1 ne portera vraisemblablement pas atteinte ni ne nuira à l'environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources de la Partie qui accorde la dispense et d'États adjacents ou d'autres États.

2.5 Les évaluations des risques devraient reposer sur les meilleurs renseignements scientifiques qui sont disponibles.

2.6 Les Directives devraient être maintenues à l'étude afin de tenir compte des résultats de leur application et d'éventuelles nouvelles informations scientifiques et techniques.

3 APPLICATION

3.1 Les présentes Directives s'appliquent aux Parties qui accordent des dispenses aux navires en vertu de la règle A-4 de la Convention.

3.2 Les propriétaires ou exploitants qui souhaitent demander une dispense en vertu de la règle A-4 devraient également se référer aux présentes Directives.

4 DÉFINITIONS

4.1 Les définitions de la Convention s'appliquent aux fins des présentes Directives.

4.2 "Anadromes" : espèces qui se reproduisent dans des milieux d'eau douce mais passent une partie au moins de leur vie d'adulte dans un milieu marin.

4.3 "Région biogéographique" : région naturelle étendue, définie par des caractéristiques physiographiques et biologiques dans laquelle les espèces animales et végétales présentent une grande similarité. Ces régions ne comportent pas de limites nettes et absolues mais plutôt des zones de transition plus ou moins marquées.

4.4 "Catadromes" : espèces qui se reproduisent dans des milieux marins, mais passent une partie au moins de leur vie d'adulte dans un milieu d'eau douce.

4.5 "Cryptogéniques" : espèces dont on ne connaît pas l'origine, c'est-à-dire qui ne sont pas indigènes ni n'ont été introduites dans une région.

4.6 "Port donateur" : port ou lieu où les eaux de ballast ont été chargées à bord.

4.7 "Euryhalines" : espèces qui tolèrent des variations de salinité importantes.

4.8 "Eurythermes" : espèces qui tolèrent des variations de températures importantes.

4.9 "Eau douce" : eau dont la salinité est inférieure à 0,5 PSU (Unité de salinité pratique).

4.10 "Eau marine" : eau dont la salinité est supérieure à 30 PSU.

4.11 "Espèces non indigènes" : toutes espèces ne se trouvant pas dans leur lieu d'origine, soit qu'elles aient été transportées délibérément ou accidentellement par l'homme, soit qu'elles aient été déplacées par des processus naturels.

4.12 "Port récepteur" : port ou lieu où les eaux de ballast sont déchargées.

4.13 "Espèces cibles" : espèces identifiées par une Partie, qui répondent à des critères particuliers indiquant qu'elles pourraient porter atteinte ou nuire à l'environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources et qui sont définies pour un port, un État ou une région géographique donnés.

5 PRINCIPES DE L'ÉVALUATION DES RISQUES

5.1 L'évaluation des risques est un processus logique visant à déterminer la probabilité et les conséquences d'événements donnés, tels que l'arrivée, l'installation ou la propagation d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes. Les évaluations de risques peuvent être de type qualitatif ou quantitatif et constituer une aide très utile pour la prise de décision si elles ont été effectuées de façon systématique et rigoureuse.

5.2 Les caractéristiques et la qualité de l'évaluation des risques reposent sur les principes fondamentaux suivants :

- .1 **Efficacité** - L'évaluation des risques doit déterminer les risques avec précision, dans la mesure nécessaire pour permettre un niveau de protection adéquat.
- .2 **Transparence** - Les arguments et les preuves à l'appui des mesures recommandées par les évaluations de risques, ainsi que les domaines d'incertitude (et leurs conséquences éventuelles sur ces recommandations) doivent être clairement établis et communiqués aux responsables.
- .3 **Cohérence** - Les évaluations de risques, pour lesquelles un même processus et une même méthodologie sont utilisés, doivent constamment être de haute qualité.
- .4 **Exhaustivité** - L'ensemble des différentes valeurs, y compris les valeurs économiques, environnementales, sociales et culturelles, doit être pris en considération lors de l'évaluation des risques et de la formulation des recommandations.
- .5 **Gestion des risques** - S'il peut exister des scénarios à faible risque, le risque zéro n'existe pas. Il faudrait donc gérer le risque en définissant le niveau de risque acceptable dans chaque cas.
- .6 **Principe de précaution** - Il convient d'observer une certaine prudence, dans les évaluations de risques, lors de la formulation d'hypothèses et de recommandations, afin de tenir compte du caractère aléatoire, du manque de fiabilité et des insuffisances des renseignements. L'absence de tel ou tel renseignement, ou les éléments mal définis qu'il contiendrait, devraient donc être considérés comme un indicateur de risque potentiel.

- .7 **Approche scientifique** - Les évaluations des risques doivent reposer sur les meilleurs renseignements disponibles qui ont été recueillis et analysés à l'aide de méthodes scientifiques.
- .8 **Amélioration continue** - Tous les modèles de risques devraient être régulièrement passés en revue et actualisés pour tenir compte de l'évolution des connaissances.

5.3 Lors d'une évaluation des risques pour l'octroi éventuel d'une dispense, il faudrait appliquer soigneusement les principes de l'évaluation des risques. L'absence de certitude scientifique absolue devrait être rigoureusement prise en compte dans le processus de prise de décision. Ceci est particulièrement important dans le cadre des présentes Directives puisque toute décision d'accorder une dispense permettra un rejet d'eaux de ballast qui ne respecte pas les normes énoncées aux règles D-1 ou D-2.

6 MÉTHODES D'ÉVALUATION DES RISQUES

6.1 Généralités

6.1.1 Les Directives décrivent trois méthodes pour évaluer les risques associés à l'octroi d'une dispense conformément à la règle A-4 de la Convention :

- Évaluation des risques liés à la compatibilité environnementale
- Évaluation des risques liés à la biogéographie des espèces
- Évaluation des risques liés à des espèces particulières

6.1.2 L'évaluation des risques liés à la compatibilité environnementale se fonde sur une comparaison des conditions physiques entre divers lieux, l'évaluation des risques liés à la biogéographie des espèces compare le chevauchement d'espèces natives et non indigènes pour déterminer leur similarité écologique et identifier les espèces envahissantes à haut risque, alors que l'évaluation des risques liés à des espèces particulières détermine la répartition et les caractéristiques des espèces cibles recensées. Selon la portée de l'évaluation qui doit être effectuée, ces trois méthodes peuvent être utilisées indépendamment ou en association, tout en tenant compte du fait que chacune a ses limites.

6.1.3 Les évaluations des risques liés à la compatibilité environnementale et à la biogéographie des espèces peuvent être plus particulièrement adaptées à des évaluations entre régions biogéographiques. L'évaluation des risques liés à des espèces particulières peut mieux convenir à des situations dans lesquelles l'évaluation peut être effectuée sur un nombre limité d'espèces nuisibles au sein d'une région biogéographique.

6.2 Évaluation des risques liés à la compatibilité environnementale

6.2.1 Les évaluations de risques liés à la compatibilité environnementale comparent des conditions environnementales, notamment la température et la salinité, entre régions donatrices et régions réceptrices. Le degré de similarité entre les lieux donne une idée de la probabilité de survie et d'installation d'une quelconque espèce transférée entre ces lieux.

6.2.2 Étant donné que les espèces sont largement répandues dans une région et sont rarement limitées à un seul port, il faudrait tenir compte de la situation prévalant dans l'environnement de la région source.

6.2.3 Ces régions sont le plus souvent qualifiées de régions biogéographiques. Étant donné que tous les systèmes biogéographiques existants ont été conçus à des fins différentes de celles qui sont proposées ici, il est suggéré d'utiliser le concept des Grands écosystèmes marins (<http://www.edc.uri.edu/lme>) en se fondant sur les meilleurs renseignements disponibles à l'heure actuelle et en tenant compte le cas échéant du contexte local ou régional. Il est reconnu que le concept biogéographique proposé peut ne pas convenir dans certaines circonstances; si tel est le cas, il faudra peut-être se renseigner sur d'autres systèmes reconnus.¹

6.2.4 La compatibilité environnementale devrait donc comparer les conditions qui prévalent dans l'environnement de la région biogéographique donatrice et celles qui prévalent dans le port récepteur pour déterminer la probabilité qu'une espèce quelconque se trouvant dans la région biogéographique donatrice soit capable de survivre dans le port récepteur d'une autre région biogéographique. Parmi les conditions environnementales qui peuvent être prises en considération aux fins de la compatibilité environnementale figurent la salinité, la température et d'autres conditions telles que les nutriments et l'oxygène.

6.2.5 La difficulté associée à l'utilisation de l'évaluation des risques liés à la compatibilité environnementale est d'identifier les conditions environnementales qui permettent de prédire la capacité des espèces nuisibles à s'établir et à causer des dommages dans le nouveau lieu, et de déterminer si les risques liés au rejet des eaux de ballast sont suffisamment faibles pour être acceptables. Les évaluations des risques liés à la compatibilité environnementale ont une valeur limitée lorsqu'il y existe peu de différences entre une région biogéographique donatrice et un port récepteur car une grande similarité tend à indiquer une forte probabilité de succès dans l'établissement des espèces.

6.2.6 Les conditions environnementales devraient être également comparées entre le port donateur et le port récepteur. La similarité des conditions environnementales entre les deux ports est une indication plus ferme que les espèces entraînées dans les eaux de ballast dans le port donateur peuvent survivre lorsqu'elles sont rejetées dans les eaux du port récepteur. Parmi les conditions environnementales qui peuvent être prises en considération aux fins de la compatibilité environnementale figurent la salinité, la température et d'autres conditions telles que les nutriments et l'oxygène.

6.2.7 Les données nécessaires pour effectuer une évaluation des risques liés à la compatibilité environnementale comprennent, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :

- .1 l'origine des eaux de ballast à rejeter dans le port récepteur;
- .2 la région biogéographique du ou des ports donateur(s) et récepteur(s);
- .3 la moyenne et la diversité des conditions environnementales, en particulier la salinité et la température.

¹ Système de Watling et Gerkin (<http://marine.rutgers.edu/OBIS/index.html>) fondé sur Briggs (1953) et Springer (1982); système de biorégions de l'UICN; système de Briggs (1953) et Ekman (1974; 1995); provinces de Longhurst.

Ces informations sont utilisées pour déterminer le degré de similarité environnementale entre les environnements donateurs et récepteurs. Il devrait être possible dans bien des cas d'utiliser les données existantes pour déterminer les éléments de ces profils environnementaux, ou certains d'entre eux.

6.2.8 Lors du rassemblement de données sur les conditions environnementales, il conviendrait de tenir compte des éléments suivants :

- .1 les variations saisonnières des salinités et des températures à la surface et au fond dans le port récepteur ainsi que dans l'étendue d'eau plus large où se trouve le port (estuaire ou baie par exemple). Il est nécessaire de disposer des valeurs à la surface et au fond pour déterminer toute la variété des conditions environnementales qui s'offrent à un envahisseur potentiel (des eaux de surface à faible salinité permettant, par exemple, l'invasion d'une espèce d'eau douce). Il n'est pas nécessaire d'établir de profils de salinité et de température en fonction de la profondeur si les données existantes montrent que les eaux se mélangent bien tout au long de l'année;
- .2 dans les ports récepteurs à fortes marées ou forts courants, les variations de la salinité dans le temps devraient être calculées sur le cycle de la marée;
- .3 dans les zones où la salinité varie en fonction des saisons ou de la profondeur, la salinité devrait être déterminée par saison et/ou par profondeur;
- .4 l'influence anthropique sur l'écoulement de l'eau douce qui pourrait modifier de façon temporaire ou permanente le régime de salinité du port récepteur et des eaux environnantes;
- .5 les variations saisonnières de température des eaux côtières pour la région biogéographique du port récepteur. Il faudrait tenir compte à la fois des eaux de surface et des variations de température en fonction de la profondeur.

6.2.9 Il est recommandé que l'analyse des conditions environnementales soit suivie de l'étude des espèces dont on sait qu'elles sont présentes dans la région donatrice et qui peuvent supporter des différences de milieu extrêmes. Si elles sont présentes, il conviendra d'évaluer les risques associés à chaque espèce particulière. Il s'agit notamment :

- des espèces qui se servent à la fois des milieux d'eau douce et marins pour achever leur cycle biologique (parmi lesquelles les espèces anadromes (par exemple la lamproie marine) et catadromes (crabe chinois));
- des espèces qui tolèrent une grande variété de température (espèces eurythermes) ou de salinités (espèces euryhalines).

6.3 Évaluation des risques liés à la biogéographie des espèces

6.3.1 L'évaluation des risques liés à la biogéographie des espèces compare la répartition biogéographique des espèces non indigènes, cryptogéniques et nuisibles natives qui existent actuellement dans les ports donateurs et récepteurs et dans les régions biogéographiques. Les

espèces se chevauchant dans les ports donateurs et récepteurs et dans les régions constituent une indication du fait que les conditions environnementales sont suffisamment semblables pour accepter une faune et une flore partagées. L'analyse biogéographique peut également s'utiliser pour identifier les espèces envahissantes à haut risque. Par exemple, les espèces natives de la région biogéographique donatrice qui ont envahi avec succès d'autres régions biogéographiques semblables mais ne sont pas présentes dans la région biogéographique réceptrice peuvent être considérées comme des espèces envahissantes à haut risque pour le port ou lieu récepteur. Plus le nombre de régions biogéographiques que de telles espèces ont envahies est important, plus grande est la probabilité que ces espèces s'établissent dans le port récepteur ou la région biogéographique réceptrice si elles sont introduites par des eaux de ballast qui ne satisfont pas aux critères de la règle B-3 ou de la règle C-1. Le fait que la région biogéographique donatrice soit une source importante d'espèces envahissantes dans d'autres régions constitue un autre indicateur général.

6.3.2 Les données nécessaires pour effectuer une évaluation au moyen d'une méthode fondée sur la biogéographie des espèces comprennent, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :

- .1 des données enregistrées sur les invasions dans les régions biogéographiques et ports donateurs et récepteurs;
- .2 des données enregistrées sur les espèces non indigènes qui pourraient être transférées par le biais des eaux de ballast dans la région biogéographique donatrice qui ont envahi d'autres régions biogéographiques et le nombre et la nature des régions biogéographiques envahies;
- .3 des données enregistrées sur les espèces natives de la région donatrice qui peuvent affecter la santé de l'homme ou avoir des impacts écologiques ou économiques substantiels après leur introduction dans la région réceptrice par le renouvellement des eaux de ballast.

6.3.3 L'évaluation des risques liés à la biogéographie des espèces peut également servir à identifier des espèces cibles potentielles dans les régions donatrices telles qu'indiquées par les espèces natives présentant une répartition ou un habitat biogéographique étendu ou qui sont des espèces envahissantes reconnues dans d'autres régions biogéographiques semblables à celle du port récepteur.

6.4 Évaluation des risques liés à des espèces particulières

6.4.1 Les évaluations des risques liés à des espèces particulières utilisent des renseignements concernant l'évolution biologique et les tolérances physiologiques pour déterminer les limites physiologiques d'une espèce et la probabilité qu'elle survive ou achève son cycle biologique dans le port récepteur. Elles comparent les caractéristiques d'espèces données et les conditions prévalant dans l'environnement du port récepteur, afin de déterminer la probabilité de transfert ou de survie.

6.4.2 Pour entreprendre une évaluation des risques liés à des espèces particulières, il sera nécessaire de recenser et de sélectionner les espèces susceptibles de porter atteinte ou nuire à l'environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources. Elles sont connues sous le nom d'espèces cibles. Les espèces cibles devraient être sélectionnées pour un port, un État ou une région géographique donnés et être identifiées et approuvées en consultation avec les États affectés.

6.4.3 Pour déterminer les espèces qui sont potentiellement nuisibles et envahissantes, les Parties devraient d'abord recenser toutes les espèces (y compris les espèces cryptogéniques) qui sont présentes dans le port donateur mais absentes du port récepteur. Les espèces cibles devraient ensuite être sélectionnées en fonction de critères qui permettent d'identifier les espèces qui ont la capacité de devenir envahissantes ou nuisibles. Lors de l'identification des espèces cibles, il faut notamment prendre en compte, les facteurs suivants :

- la preuve d'une introduction antérieure;
- l'impact démontré sur l'environnement, l'économie, la santé humaine, les biens ou les ressources;
- l'importance et type des interactions sur le plan écologique, par exemple de la bioingénierie;
- la répartition existante à l'intérieur de la région biogéographique et dans d'autres régions biogéographiques; et
- les relations avec l'eau de ballast en tant que vecteur.

6.4.4 Il faudrait alors mener des évaluations des risques liés à des espèces particulières à partir d'une liste d'espèces cibles, notamment des espèces non indigènes nuisibles ou potentiellement nuisibles (y compris des espèces cryptogéniques). À mesure que le nombre d'espèces incluses dans l'évaluation augmente, le nombre de scénarios à faible risque diminue, ce qui se justifie si les évaluations des espèces sont précises. Les difficultés surgissent lorsque les évaluations sont prudentes en raison de l'absence de données. Il faut toutefois reconnaître que plus le nombre d'espèces analysées est limité, plus l'incertitude liée à la prévision du risque global est grande. Lorsqu'on évalue le risque global d'invasion, il faut donc prendre en compte les facteurs d'incertitude qu'implique le fait de restreindre l'analyse à un nombre limité d'espèces.

6.4.5 Il faudrait noter que l'utilisation de la méthode des espèces cibles comporte des limites. Même s'il est possible d'obtenir des données et des renseignements qui aident à la prise de décision, l'identification d'espèces susceptibles de porter atteinte ou de nuire à l'environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources est subjective et cette méthode comportera un degré d'incertitude. Il est par exemple possible que des espèces identifiées comme étant nuisibles dans certains milieux ne le soient pas dans d'autres, et *vice versa*.

6.4.6 Lorsque des évaluations des risques liés à des espèces particulières portent sur des cas où le port donateur et le port récepteur se trouvent dans des régions biogéographiques différentes, les Parties devraient déterminer et examiner toute incertitude résultant d'un manque de données sur la présence d'espèces potentiellement nuisibles dans le lieu donateur.

6.4.7 Les données nécessaires pour évaluer les risques liés à des espèces particulières incluent, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :

- .1 la région biogéographique du/des port(s) donateur(s) et récepteur(s);

- .2 la présence de toutes les espèces non indigènes (y compris les espèces cryptogéniques) dans le(s) port(s), la région du port et la région biogéographique donateur(s), lesquelles ne se trouvent pas dans le port récepteur, afin de permettre l'identification des espèces cibles;
- .3 la présence de toutes les espèces cibles dans le(s) port(s), la région du port et la région biogéographique récepteur(s);
- .4 la différence entre les espèces cibles dans le port donateur et le port récepteur, la région du port et la région biogéographique;
- .5 des renseignements concernant l'évolution biologique des espèces cibles et les tolérances physiologiques, notamment la salinité et la température, de chaque stade biologique;
- .6 le type d'habitat requis par les espèces cibles et la disponibilité de tels habitats dans le port récepteur.

6.4.8 Si des espèces cibles sont déjà présentes dans le port récepteur, il pourrait être acceptable d'exclure ces espèces de l'évaluation du risque global pour ce port à moins que ces espèces ne fassent l'objet d'une étroite surveillance. Il est toutefois important de reconnaître que, même si une espèce non indigène ou cryptogénique a été signalée à la fois dans les ports donateurs et dans les ports récepteurs, son introduction permanente dans les ports récepteurs pourrait augmenter la probabilité qu'elle s'y installe et/ou qu'elle atteigne des densités de population envahissantes.

6.4.9 Une évaluation des risques peut prendre différentes formes. Une évaluation simple peut s'effectuer comme il est indiqué au paragraphe 6.4.7 pour déterminer si une espèce cible est présente dans le port donateur et non dans le port récepteur et peut être transportée dans des eaux de ballast. Toutefois, si on l'estime approprié, il faudrait évaluer la probabilité de survie des espèces cibles à chaque stade des opérations concernant les eaux de ballast, et notamment :

- .1 la prise - probabilité d'introduction d'organismes viables dans les citernes de ballastage du navire au cours des opérations de prise d'eaux de ballast;
- .2 le transfert - probabilité de survie pendant le voyage;
- .3 le rejet - probabilité que des organismes viables soient introduits dans le port récepteur par le biais du rejet d'eaux de ballast à l'arrivée; et
- .4 l'établissement de la population - la probabilité que les espèces établissent une population qui s'auto-entretienne dans le port récepteur.

6.4.10 Pour déterminer la probabilité de transfert et de survie d'espèces nuisibles, on peut évaluer la probabilité de survie de chaque espèce à chacun des stades indiqués en 6.4.9. Dans la mesure du possible, on peut également évaluer les différents stades biologiques des espèces cibles en tenant compte des variations saisonnières de l'apparition des stades biologiques dans la zone du port donateur en même temps que des conditions saisonnières prévalant dans le port récepteur. Par conséquent, l'évaluation du risque global lors du rejet d'eaux de ballast non traitées est fondée sur l'évaluation de toutes les espèces cibles qui survivent à tous ces stades.

6.4.11 Lors de l'évaluation visant à déterminer si une espèce peut survivre dans le port récepteur, il est nécessaire de tenir compte des tolérances physiologiques à tous les stades du cycle biologique.

- .1 Le fait que les limites physiologiques des adultes par rapport à la fois à la température et à la salinité correspondent aux différents milieux observés dans le port récepteur et dans l'étendue d'eau plus large serait indicateur de la capacité des adultes à survivre. À titre de vérification, une comparaison pourrait être faite avec les diverses espèces indigènes et/ou introduites afin de déterminer si les tolérances prévues (à partir d'études en laboratoire ou sur le terrain) correspondent véritablement aux répartitions.
- .2 Pour les autres stades du cycle biologique, il faudrait comparer les besoins physiologiques de chaque stade de la vie biologique aux conditions d'environnement prévalant lors de la ou des périodes de reproduction, compte tenu du fait que ce ou ces stades peuvent nécessiter des habitats différents de ceux des adultes (par exemple, les larves pélagiques côtières des invertébrés benthiques estuariens). Il faudrait recueillir des données selon que de besoin.
- .3 Il faudrait comparer les tolérances physiologiques connues pour d'autres paramètres, si les données sont disponibles et pertinentes.

6.4.12 Pour déterminer si la méthode d'évaluation des risques liés à des espèces particulières est suffisamment robuste pour prévoir l'arrivée d'espèces envahissantes, cette méthode peut être utilisée pour estimer les probabilités d'invasion d'une suite d'espèces envahissantes existantes dans le port récepteur ou la région réceptrice. L'impossibilité de prédire avec justesse la présence d'espèces envahissantes peut indiquer que le modèle sous-estime les risques.

6.5 Évaluation et prise de décision

6.5.1 Lors de l'évaluation et du processus de consultation, l'État du port qui accorde les dispenses doit prêter particulièrement attention au paragraphe 3 de la règle A-4 qui stipule qu'aucune dispense accordée en vertu de cette règle ne doit porter atteinte ou nuire à l'environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources d'États adjacents ou d'autres États. Cette règle dispose également que les États auxquels la dispense peut causer un préjudice doivent être consultés; les Parties devraient se référer à la section 8 en ce qui concerne la consultation.

6.5.2 Pour assurer la transparence et la cohérence des évaluations de risques, il est important de définir à priori des critères qui permettent de distinguer, d'une part, les scénarios à haut risque qui sont inacceptables, et d'autre part, les scénarios à faible risque qui sont acceptables et dans lesquels il est peu probable qu'un renouvellement des eaux de ballast, non conforme aux règles B-3 et C-1 porte atteinte ou nuise à l'environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources de la Partie qui accorde la dispense et à ceux des États adjacents ou d'autres États. Les critères précis dépendent de la méthode d'évaluation des risques ainsi que des éléments d'incertitude que comporte l'analyse.

6.5.3 Dans une évaluation des risques liés à la compatibilité environnementale :

- .1 On obtient un scénario à haut risque si les conditions d'environnement prévalant dans le port donateur correspondent à ces conditions dans la région réceptrice.
- .2 On obtient un scénario à faible risque si les conditions d'environnement prévalant dans le port récepteur ne correspondent pas à ces conditions dans la région réceptrice.

6.5.4 Pour une évaluation des risques liés à la biogéographie des espèces :

- .1 Un risque élevé peut être indiqué si le port récepteur contient actuellement des espèces non indigènes dont la répartition d'origine comprend la région biogéographique donatrice.
- .2 Un risque élevé peut être indiqué si les ports donateur et récepteur partagent des espèces non indigènes dont la source est située dans d'autres régions biogéographiques.
- .3 Un risque modéré à élevé peut être indiqué si la région biogéographique réceptrice contient actuellement des espèces non indigènes dont la répartition d'origine comprend la région biogéographique donatrice.
- .4 Un risque modéré à élevé peut être indiqué si la région biogéographique donatrice est une source importante d'espèces envahissantes pour d'autres régions biogéographiques.

6.5.5 Pour une évaluation des risques liés à des espèces particulières, le risque devrait être considéré comme élevé si l'évaluation a mis en évidence au moins une espèce qui répond à tous les critères suivants :

- elle est susceptible d'être nuisible;
- elle est présente dans le port donateur ou la région donatrice;
- elle est susceptible d'être transférée dans le port récepteur par le biais des eaux de ballast; et
- elle est susceptible de survivre dans le port récepteur.

6.5.6 La probabilité générale d'une invasion réussie dépend également en partie du nombre d'organismes et de la fréquence à laquelle ils sont introduits sur la période entière d'exemption. Par conséquent, il est recommandé qu'une évaluation des risques tienne compte des estimations d'au moins un des quatre éléments suivants :

- .1 le volume total d'eau rejetée;
- .2 le volume d'eau rejetée lors d'une opération quelconque (voyage);

- .3 le nombre total d'opérations de rejet; et
- .4 la répartition temporaire des opérations de rejet.

6.5.7 Dans tous les cas, il faut tenir compte du degré d'incertitude lors de l'évaluation de l'importance du risque. Si les répartitions biogéographiques et/ou les tolérances physiologiques d'une espèce cible contiennent de nombreux éléments d'incertitude, cela peut suffire en soi à qualifier le risque d'élevé. Lorsqu'on décide du niveau de risque acceptable, il faudrait en outre tenir compte de l'impact que pourrait avoir l'espèce cible sur l'écologie. L'absence de renseignements ou leur imprécision ne devrait pas être considérée comme un prétexte pour accorder une exemption aux dispositions des règles B-3 ou C-1.

6.5.8 Une fois que l'importance du risque et le degré d'incertitude ont été évalués, on peut comparer le résultat aux niveaux qu'une ou plusieurs Parties sont prêtes à accepter, de façon à déterminer si une dispense peut être accordée.

6.5.9 Une dispense peut être accordée aux navires effectuant un ou plusieurs voyages ou empruntant une ou plusieurs routes, qui satisfont aux prescriptions de la règle A-4.1 ainsi qu'aux conditions d'acceptation définies dans l'évaluation des risques.

6.5.10 Il est recommandé qu'un examen critique de la méthode d'évaluation des risques, des données et des hypothèses soit effectué par des pairs indépendants de façon à s'assurer que l'analyse qui a été réalisée est rigoureuse sur le plan scientifique. Cet examen par des pairs devrait être effectué par des tiers indépendants ayant des compétences particulières en biologie et en évaluation des risques.

7 PROCÉDURES À SUIVRE POUR ACCORDER LES DISPENSES

7.1 Cette section a pour objet de fournir des orientations aux Parties, aux Administrations et aux exploitants de navires qui présentent une demande, effectuent une évaluation et/ou accordent une dispense conformément aux dispositions de la règle A-4. Les renseignements minimaux qui sont nécessaires pour une demande de dispense sont indiqués dans l'appendice.

7.2 Les Parties peuvent procéder elles-mêmes à l'évaluation des risques ou bien demander au propriétaire ou à l'exploitant du navire de l'entreprendre. En tout état de cause, la Partie qui accorde une dispense est responsable de l'évaluation de la demande, de la vérification des données et des renseignements utilisés et il lui incombe de veiller à ce que l'évaluation des risques sur laquelle elle se base est réalisée de façon exhaustive et objective, conformément aux Directives. L'(les) État(s) du port récepteur(s) devrai(en)t rejeter toute demande non conforme aux présentes Directives et communiquer les raisons de ce rejet.

7.3 Les propriétaires ou les exploitants de navires qui souhaiteraient obtenir une dispense devraient se mettre en rapport avec les Parties compétentes pour déterminer quelles sont les procédures d'évaluation des risques à entreprendre et les informations requises pour mener à bien de telles procédures.

7.4 Lorsqu'une Partie a établi que le propriétaire ou l'exploitant du navire devrait entreprendre l'évaluation des risques, elle devrait lui communiquer les renseignements pertinents, y compris toutes les données nécessaires à une demande de dispense, le modèle d'évaluation des risques à utiliser, toute espèce cible à prendre en compte, les normes applicables aux données ainsi que

tout autre renseignement nécessaire. Le propriétaire ou l'exploitant du navire devrait se conformer aux présentes Directives et soumettre les renseignements pertinents à la Partie concernée.

7.5 L'État du port doit s'assurer que, conformément à la règle A-4 1.3, les dispenses sont accordées uniquement aux navires qui ne mélangent pas d'eaux de ballast et de sédiments autres que ceux provenant des ports ou lieux spécifiés dans la dispense. L'État du port devrait exiger des preuves que des mesures concrètes soient prises pour garantir le respect de cette règle au moment où la dispense est accordée et pendant sa durée de validité. Le non-respect de la règle pendant la période couverte par la dispense devrait entraîner la suspension ou la révocation rapide de la dispense.

7.6 La durée de validité d'une dispense est limitée à cinq ans. L'acceptation de la dispense peut être assortie de restrictions saisonnières et exclure certaines périodes précises ou inclure d'autres restrictions pendant la durée de validité.

7.7 Les résultats de l'évaluation des risques devraient être indiqués comme suit :

- .1 Le(s) voyage(s) ou la (les) route(s) présente(nt) un risque acceptable. La dispense peut être accordée.
- .2 Le(s) voyage(s) ou la (les) route(s) peut (peuvent) présenter un risque inacceptable. Une étude plus poussée est nécessaire.
- .3 Le(s) voyage(s) ou la (les) route(s) présente(nt) un risque inacceptable. La dispense du respect des prescriptions relatives à la gestion des eaux de ballast énoncées à la règle B-3 ou C-1 de la Convention ne devrait pas être accordée.

8 CONSULTATION

8.1 Conformément au paragraphe 3 de la règle A-4, si la Partie établit qu'une dispense susceptible d'être accordée risquerait de causer un préjudice à un État, notamment un État adjacent ou tout autre État pouvant être affecté, y compris ceux situés dans la même région biogéographique que le ou les ports récepteurs, cet État doit être consulté. Les États devraient échanger des renseignements et s'efforcer de régler tout problème identifié. Il faut laisser aux États susceptibles d'être affectés suffisamment de temps pour examiner soigneusement les dispenses proposées.

8.2 Les renseignements qui devraient être communiqués aux États concernés portent sur la méthode adoptée pour conduire l'évaluation des risques, la qualité des données utilisées pour l'évaluation, les éléments d'incertitude que comporte le modèle, les informations sur lesquelles il est basé et/ou les évaluations des risques, le bien-fondé de l'exemption envisagée, ainsi que les conditions et les modalités applicables à celle-ci.

8.3 Le modèle de l'évaluation des risques devrait indiquer :

- les critères ou références aux critères à employer pour définir les espèces cibles dans la méthode d'évaluation des risques;

- les inventaires des espèces indigènes, non indigènes et cryptogéniques utilisées pour l'évaluation des risques biogéographiques relatifs aux espèces;
- les critères d'acceptation appliqués à chaque étape de l'analyse. L'évaluation des risques doit s'inscrire dans un contexte approprié pour permettre de déterminer si le niveau de risque est acceptable ou non. Le seul moyen transparent et vérifiable d'y parvenir consiste à comparer le niveau de risque réel avec les critères d'acceptation clairs et correctement définis au préalable aux paragraphes 6.5.2 à 6.5.8.

8.4 En outre, il y a lieu d'exposer les critères ou méthodes scientifiques employés dans la définition et la délimitation des régions biogéographiques s'il est fait appel à un système autre que celui qui est recommandé à la section 6.2.3.

8.5 L'invitation à formuler des observations, qui est faite à l'État concerné, devrait lui permettre de choisir l'une des deux options suivantes :

- .1 Demande acceptée sans observations ni conditions.
- .2 Demande acceptée sous réserve d'observations ou de conditions.

8.6 Le délai dans lequel les États concernés devraient communiquer leurs observations doit être indiqué dans l'invitation. Si aucune réponse n'est reçue à l'expiration du délai imparti, la demande pourrait être considérée comme "acceptée sans observations ni conditions."

8.7 Si un État concerné n'est pas favorable à ce que la ou les dispenses en question soient accordées, il devrait en indiquer les raisons pertinentes. Il faudrait qu'il définisse clairement toute condition ou limitation qu'il juge nécessaire pour pouvoir donner son appui à la demande de dispense.

9 COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS

9.1 Chaque Partie à la Convention qui aurait fait savoir qu'elle accorderait des dispenses devrait établir un ou plusieurs centres de coordination chargés de recevoir les demandes. Les coordonnées appropriées devraient en être communiquées à l'Organisation. Si une Partie omet d'indiquer ces renseignements, le MEPC de l'OMI devrait être considéré comme point de contact aux fins des présentes Directives.

9.2 L'Organisation devrait diffuser la liste des points de contact et la mettre régulièrement à jour.

9.3 La décision des États du port récepteurs doit être notifiée aux propriétaires ou aux exploitants des navires, aux États concernés et à l'Organisation le plus tôt possible avant la date effective à laquelle la dispense prend effet. La décision devrait exposer le bien-fondé de l'exemption et la manière dont les éventuelles observations des États concernés ont été prises en considération, et préciser la ou les traversées pour lesquelles la dispense est accordée, y compris les ports ou les lieux spécifiés, la période de validité de la dispense et le détail de toute condition ou limitation à laquelle l'exemption pourrait être assujettie.

9.4 Les dispenses accordées en application de la règle A-4 de la Convention prennent effet après leur communication à l'Organisation et la diffusion des renseignements pertinents aux Parties.

9.5 Toute dispense accordée doit aussi être consignée dans le registre des eaux de ballast, en vertu du paragraphe 4 de la règle A-4.

9.6 Lorsque les dispenses ont été accordées pour une traversée particulière, tout changement apporté au plan de la traversée doit être notifié à la Partie qui a accordé la dispense, et ce avant que la traversée ou le rejet des eaux de ballast ne puisse avoir lieu.

10 EXAMEN DE L'ÉVALUATION DES RISQUES ET RETRAIT DES DISPENSES

10.1 Il est recommandé de passer en revue régulièrement les renseignements utilisés pour l'analyse des risques, car les données et les hypothèses utilisées à cette fin peuvent devenir obsolètes.

10.2 Il est recommandé de procéder à un examen intermédiaire dans les 12 mois qui suivent l'octroi de l'autorisation et, en tout état de cause, au plus tard 36 mois après. Un État du port peut exiger que plusieurs examens soient effectués pendant la période de validité de la dispense, mais il ne devrait pas être nécessaire d'effectuer plus d'un examen par an.

10.3 Une dispense ne peut être renouvelée à l'issue de la période initiale de 60 mois sans qu'il y ait eu examen approfondi de l'évaluation des risques, consultation des États concernés et communication de la décision à l'Organisation en application du paragraphe 2 de la règle A-4.

10.4 Il est possible de retirer une dispense accordée en vertu de la règle A-4 de la Convention si le risque réel lié à une traversée a augmenté de façon significative depuis la dernière évaluation des risques. Ce serait le cas notamment de situations d'urgence telles que les éclosions, les infestations ou la prolifération de populations d'organismes aquatiques nuisibles ou d'agents pathogènes (par exemple, prolifération d'algues toxiques) susceptibles d'être recueillis dans les eaux de ballast (règle C-2 de la Convention).

10.5 Lorsqu'un État du port diffuse des avis aux navigateurs concernant les zones relevant de sa juridiction dans lesquelles les navires ne devraient pas prendre d'eaux de ballast en raison d'une situation d'urgence ou d'une autre situation à haut risque, toutes les dispenses devraient être retirées aux navires qui prennent des eaux de ballast dans la zone définie. Dans ce cas, il faudrait notifier dès que possible aux propriétaires ou aux exploitants de navires la décision de retirer la dispense.

10.6 Les Directives sur les mesures supplémentaires pour la gestion des eaux de ballast, y compris dans des situations d'urgence (G13), qui ont été adoptées par la résolution MEPC.161(56), contiennent des recommandations permettant de déterminer rapidement les mesures supplémentaires appropriées à prendre en cas de situation d'urgence en ce qui concerne le renouvellement des eaux de ballast.

11 COOPÉRATION ET ASSISTANCE TECHNIQUES ET COOPÉRATION RÉGIONALE

11.1 L'article 13 de la Convention dispose que les Parties s'engagent, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisation et d'autres organismes internationaux, à fournir un appui aux Parties qui demandent une assistance technique, que les Parties s'engagent à coopérer et qu'elles s'efforcent de renforcer la coopération régionale.

11.2 S'agissant des présentes Directives sur l'évaluation des risques, l'assistance doit inclure la communication des données et des informations nécessaires à l'évaluation des risques, et la fourniture d'une assistance technique concernant les méthodes d'évaluation des risques ainsi que les critères d'acceptation.

APPENDICE

DEMANDE À SOUMETTRE À L'ÉTAT DU PORT

La demande de dispense devrait contenir au minimum des renseignements sur les points ci-dessous.

1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- Durée de validité de la dispense demandée : de mois /année à mois /année.
- Raisons pour lesquelles une dispense en application de la règle A-4 est demandée.

2 RENSEIGNEMENTS SUR LE NAVIRE

- Nom
- Numéro OMI
- Port d'immatriculation
- Jauge brute
- Propriétaire
- Indicatif d'appel
- Solution habituellement adoptée par le navire pour procéder à la gestion des eaux de ballast, y compris technologie de traitement des eaux de ballast, si elle est disponible à bord.
- Un exemplaire du plan de gestion des eaux de ballast devrait être présenté.
- L'Administration peut également demander les antécédents du navire en matière de gestion des eaux de ballast et des sédiments pour une période donnée.

3 RENSEIGNEMENTS SUR LA ROUTE

- Route faisant l'objet de la demande; il conviendrait d'indiquer le ou les ports donateurs et le port ou le lieu récepteur des eaux de ballast.
- Dans le cas d'une traversée unique : date et heure de départ et d'arrivée.
- Dans le cas de traversées multiples : fréquence et régularité des traversées et quantités estimatives des eaux de ballast rejetées pendant la période couverte par la dispense. Heures et dates prévues de départ et d'arrivée.
- Toute traversée que le navire prévoit d'effectuer à destination de ports autres que les ports spécifiés pendant la durée de validité de la dispense.
- Dans le cas de traversées multiples, nombre total estimatif de traversées et quantité des eaux de ballast rejetées pendant la durée de validité de la dispense.
